

Investigateur en criminalité financière

RNCP38192 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Autre — Autre certification professionnelle de droit
Code(s) NSF	344t
Formacode(s)	32604
Code(s) ROME	C1202, C1301, M1201
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	22/08/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L' INTERIEUR ET DES OUTRE-MER · SIRET : 11001401600015<https://www.interieur.gouv.fr/Accueil>

Partenaires habilités

2 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 2 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
DIRECTION GENERALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE	15700001900461	Former et organiser l'évaluation
DIRECTION GENERALE POLICE NATIONALE	12001501100014	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La criminalité économique et financière est une menace avérée pour le développement économique, et plus généralement pour les États et les citoyens. Elle infiltre et déstabilise l'économie légale, elle sape les valeurs du contrat social, elle porte atteinte aux personnes et aux biens et peut en conséquence générer de graves troubles à l'ordre public.

La lutte contre la criminalité économique et financière constitue dès lors un enjeu majeur, car elle contribue à :

- Contrôler la transparence et la probité des acteurs économiques et financiers ;
- Lutter contre la délinquance de droit commun dont l'objectif est un enrichissement illégal ;
- Contribuer à lutter contre les fraudes aux finances publiques et fraudes privées (fraudes fiscales, sociales, douanières, etc.) ;
- Compléter et améliorer la réponse pénale par des sanctions patrimoniales en vue d'obtenir des peines de confiscation, amendes, paiement de dommages et intérêts... ;
- Mettre fin à l'autofinancement des organisations criminelles en les privant des bénéfices qu'elles retirent de leurs activités illicites car le crime ne doit pas payer ;
- Identifier et systématiser la saisie des avoirs criminels pour l'indemnisation des victimes et la réparation des préjudices.

ACTIVITÉS VISÉES

L'investigateur en criminalité financière traite des enquêtes concernant la criminalité organisée financière portant notamment sur le blanchiment de capitaux, la fraude financière et économique complexe ainsi que les infractions au droit pénal des affaires, les atteintes à la probité et la délinquance fiscale et la fraude sociale.

Activités visées :

- Analyse des saisines afin d'en déterminer leurs complexités et leurs sensibilités politiques, médiatiques.
- Matérialisation de l'existence d'une ou plusieurs infractions pénales de nature économique et financière en réalisant des actes d'enquêtes afin de définir et d'évaluer la responsabilité pénale des personnes physiques et morales
- Conduite et systématisation de l'enquête patrimoniale afin de proposer et de préconiser aux magistrats une condamnation efficiente et socialement réparatrice.
- Élaboration, planification et ajustement avec réactivité d'une enquête
- Management et coordination d'une équipe d'enquêteurs et des services spécialisés
- Garantie de la validité de la procédure et de tous les actes qui la constituent
- Apport d'une expertise, d'une connaissance à d'autres services d'investigation non financier en France et à l'étranger
- Constitution, entretien et développement d'un réseau de coopération d'échange d'information sur l'évolution et le développement de la criminalité à l'échelon national et international
- Animation des actions de prévention et de formation

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Ces investigations, nécessitant une technicité particulière, présentent une complexité juridique et parfois une sensibilité liée aux responsabilités économiques et/ou politiques exercées par les personnes impliquées dans la commission des infractions. Le recours à des schémas d'intermédiation transnationaux, la finance décentralisée, l'usage de crypto-actifs notamment, sont aussi des facteurs de complexité nécessitant une rigueur procédurale, une autonomie de gestion du dossier en concertation avec les autorités judiciaires, les partenaires publics et privés. De même, la direction des investigations implique le management d'une équipe et la prise de décisions pertinentes.

D'une manière générale, l'investigateur en criminalité financière doit savoir appréhender l'évolution des menaces et s'adapter à l'environnement technologique particulièrement évolutif. La symbiose avec des partenaires publics et privés est indispensable afin de développer des contre-mesures face à la diversification et à l'intensification des menaces et des risques pesant sur les personnes morales et physiques et ce afin de détecter les pratiques illégales et de tracer la circulation des flux financiers illicites.

Compétences attestées :

Conduire des investigations judiciaires nécessaires à la matérialisation d'infractions économiques et financières :

- - Identifier la pertinence de la saisine par sa connaissance des différentes infractions économiques et financières afin de la traiter ou de la réorienter.
- - Repérer le ou les éléments pénaux permettant de mener les premières investigations.
- - Comprendre au cas par cas l'organisation, le fonctionnement et l'environnement des sociétés.
- - Porter un diagnostic analytique reposant sur les grands principes relatifs aux droits des sociétés.
- - Examiner un dossier par le prisme des principales règles comptables et bancaires.
- - Connaître les grands principes relatifs à la réglementation en matière de commandes publiques afin d'instruire une première analyse juridique préliminaire du dossier.
- - Procéder à une première analyse des actes procéduraux à réaliser :
 - o * Audition de témoins,
 - o * Audition des mis en causes,
 - o * Réquisitions judiciaires à établir,
 - o * Perquisitions à réaliser,
 - o * Surveillances.
- - Identifier les différentes entités, organismes et institutions en matière de lutte contre la criminalité financière afin d'orienter et de recenser les investigations économiques et comptables.
- - Prioriser les infractions principales afin d'optimiser les moyens humains et logistiques dans la conduite de l'enquête.
- - Identifier et délimiter le champ infractionnel de la saisine dans le temps et dans l'espace.
- - S'appuyer sur les différents actes d'enquête afin de matérialiser et de prioriser la responsabilité de chacune des personnes physiques et/ou morales.
- - Matérialiser et retracer les flux financiers suspects afin d'offrir une présentation lisible et intelligible auprès du magistrat.
- - Réaliser des opérations de perquisitions y compris dans des lieux protégés (cabinet avocat, journaliste, médecin et office notarial) et/ou abritant (protégé par le secret défense).
- - Préparer une audition en s'appuyant sur les éléments de preuves recueillis au cours des investigations.

- - Auditionner des professionnels du droit, du chiffre et tout expert thématique (Avocat, Haut fonctionnaire, Chef d'entreprise, dirigeant et responsable d'entreprise, expert comptable, commissaire aux comptes) afin d'étayer la matérialisation des infractions et la responsabilité des auteurs et complices.
- - Rechercher des éléments de preuve y compris numériques, à distance ou sur place, assisté au besoin d'enquêteurs spécialisés en cyber investigation lors d'opérations de perquisitions ou de surveillances techniques.
- - Caractériser les infractions en recoupant les informations collectées pour corroborer les différents faits et actes avec les éléments matériels et moraux des infractions retenues dans une saisine.
- - Matérialiser et hiérarchiser la responsabilité pénale de chacune des personnes physiques et/ou morales intervenantes
- - Détecter et Identifier le patrimoine des personnes physiques et morales des personnes visées afin de confisquer les avoirs criminels.
- - Maîtriser les règles de procédure des saisies pénales afin de déterminer la réponse immédiate et la mieux adaptée.
- - Proposer au magistrat une stratégie de saisies et confiscations des biens afin de déterminer une réponse immédiate la mieux adaptée (saisies attributions ...)
- - Identifier les avoirs criminels à l'étranger en utilisant les ressources institutionnelles via la Plateforme d'identification des avoirs criminels (PIAC).

Diriger une enquête économique et financière présentant une complexité particulière (volet international, dominante cybercriminalité, fait politique et médiatique sensible, etc.) :

- - Analyser des éléments d'un dossier afin de fixer des objectifs stratégiques d'investigation.
- - Estimer et ajuster les moyens nécessaires à mettre en oeuvre tant humains que matériels nécessaires à la réalisation des objectifs définis et compréhension de l'organisation, des acteurs et des processus décisionnels.
- - Présenter les éléments du dossier au magistrat et à la hiérarchie
- - Proposer une stratégie d'enquête au magistrat et à la hiérarchie en tenant compte des contraintes humaines et matérielles.
- - Impulser la stratégie d'enquête adoptée en rappelant les objectifs fixés
- - Identifier les compétences des personnels afin de répartir et coordonner les missions entre enquêteurs spécialisés et non spécialisés
- - Accompagner les personnels de l'équipe pour monter en compétences
- - Animer des réunions opérationnelles et de coordination inter-services
- - Contrôler la validité des actes de procédures effectués par les enquêteurs.
- - Restituer de manière synthétique les résultats de l'enquête pour aider le magistrat dans sa décision

Représenter son organisation en qualité d'expert et de formateur en matière économique et financière :

- - Détecter, repérer et anticiper les nouveaux comportements délictueux et les changements des modes opératoires des criminels afin de les partager et de les diffuser à l'ensemble des acteurs institutionnels et des partenaires.
- - Adapter les techniques d'investigation aux évolutions de la criminalité ECOFI tant au niveau national qu'international.
- - Adapter les investigations aux changements jurisprudentiels.
- - Participer aux réunions et aux groupes de travail de lutte contre la criminalité financière.
- - Utiliser les outils de coopération et d'échange d'informations de renseignements opérationnels européens et internationaux.
- - Consolider les partenariats publics privés.
- - Participer à des échanges avec des instances ou entités professionnelles.
- - Animer des actions de formation et de prévention afin de partager les bonnes pratiques et de porter une entrave aux comportements délictueux.
- - Développer des réseaux d'échanges avec les services d'investigations étrangers (EUROPOL, INTERPOL, relation bilatérale, etc.).
- - Actualiser ses connaissances professionnelles dans les domaines économiques et financiers

Blocs de compétences

RNCP38192BC01 — Conduire des investigations nécessaires à la matérialisation d'infractions économiques et financières

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier la pertinence de la saisine par sa connaissance des différentes infractions économiques et financières afin de la traiter ou de la réorienter.
- Repérer le ou les éléments pénaux permettant de mener les premières investigations.
- Comprendre au cas par cas l'organisation, le fonctionnement et l'environnement des sociétés.
- Porter un diagnostic analytique reposant sur les grands principes relatifs aux droits des sociétés.
- Connaître les grands principes relatifs à la réglementation en matière de commandes publiques afin d'instruire une première analyse juridique préliminaire du dossier.
- Identifier les différentes entités, organismes et institutions en matière de lutte contre la criminalité financière afin d'orienter et de recenser les investigations économiques et comptables.
- S'appuyer sur les différents actes d'enquête afin de matérialiser et de prioriser la responsabilité de chacune des personnes physiques et/ou morales.
- Caractériser les infractions en recoupant les informations collectées pour corroborer les différents faits et actes avec les éléments matériels et moraux des infractions retenues dans une saisine.
- Détecter et Identifier le patrimoine des personnes physiques et morales des personnes visées afin de faire confisquer les avoirs criminels.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Etude de cas concrets

Questionnaires à choix multiples

RNCP38192BC02 — Diriger une enquête économique et financière présentant une complexité particulière (volet international, dominante cybercriminalité, fait politique et médiatique sensible, etc.)

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser des éléments d'un dossier afin de fixer des objectifs stratégiques d'investigation.
- Estimer et ajuster les moyens nécessaires à mettre en œuvre tant humains que matériels nécessaires à la réalisation des objectifs définis.
- Présenter les éléments du dossier au magistrat et à la hiérarchie.
- Impulser la stratégie d'enquête adoptée en rappelant les objectifs fixés.
- Identifier les compétences des personnels afin de répartir et coordonner les missions entre enquêteurs.
- Accompagner les personnels de l'équipe pour monter en compétences.
- Animer des réunions opérationnelles et de coordination inter-services.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle

Cas concrets

RNCP38192BC03 — Représenter son organisation en qualité d'expert et de formateur en matière économique et financière.

LISTE DE COMPÉTENCES

- Détecter, repérer et anticiper les nouveaux comportements délictueux et les changements des modes opératoires des criminels afin de les partager et de les diffuser à l'ensemble des acteurs institutionnels et des partenaires.
- Adapter les techniques d'investigation aux évolutions de la criminalité économique et financière tant au niveau national qu'international.
- Adapter les investigations aux changements jurisprudentiels.
- Participer aux réunions et aux groupes de travail de lutte contre la criminalité financière.
- Utiliser les outils de coopération et d'échange d'informations de renseignements opérationnels européens et internationaux.
- Consolider les partenariats publics privés.
- Animer des actions de formation et de prévention afin de partager les bonnes pratiques et de porter une entrave aux comportements délictueux.
- Développer des réseaux d'échanges avec les services d'investigations étrangers (EUROPOL, INTERPOL, relation bilatérale, etc.) et le cas échéant, par la maîtrise d'un niveau d'anglais permettant une communication fluide avec son environnement professionnel.

- Actualiser ses connaissances professionnelles dans les domaines économiques et financiers.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mise en situation professionnelle

Cas concrets

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Secteur privé :

- Etablissements bancaires,
- Compagnies d'assurance,
- Associations,
- Cabinets d'audits et de conseils.

Secteur public :

- Administrations publiques (DGT, DREAL, DGFIP,etc...)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Compliance officer,

Contrôleur conformité, chargé de conformité,

Policy officier-régulation gestion d'actifs,

Expert vol,

Inspecteur chargé d'enquête

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 984 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) QAX01 — Experts de la finance · tension 2/5 (Faible) QAX02 — Experts de la banque · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	14 490
Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) QAX01 — Experts de la finance QAX02 — Experts de la banque

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

L'acquisition des compétences se fait uniquement par la voie de la formation continue ouverte aux fonctionnaires de police et aux militaires de gendarmerie ayant l'habilitation d'officiers de police judiciaire

Au sein de la Police Nationale :

- Être dans un service d'investigation traitant d'affaires économiques et financières.
- Être Officier de Police Judiciaire (art.16 du Code de Procédure Pénale)
- Avoir exercé en qualité d'enquêteur dans un service d'investigation traitant d'affaires économiques et financières sans interruption pendant 5 ans après avoir réussi les examens du brevet ICF.

Au sein de la Gendarmerie Nationale :

- Être dans un service d'investigation traitant d'affaires économiques et financières
- Être Officier de Police Judiciaire (art.16 du Code de Procédure Pénale)
- Avoir exercé en qualité d'enquêteur dans un service d'investigation traitant d'affaires économiques et financières sans interruption pendant 5 ans après avoir réussi les examens de la formation DEFI niveau 3.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, VAE

- Nombre et profils de personnes composant le jury : six personnes

Président du jury :

Le sous-directeur de la lutte contre la criminalité financière ou son représentant (DGPN)

ou

Le sous-directeur de la Police Judiciaire ou son représentant (DGGN)

Les membres du jury

- Le sous-directeur de la lutte contre la criminalité financière ou son représentant (DGPN)

Ou

- Le sous-directeur de la Police Judiciaire ou son représentant (DGGN) selon le président de séance
- Le sous-directeur des affaires économiques et financières de la Direction Régionale de la Préfecture de Police Judiciaire de Paris ou son représentant

auquel viennent s'ajouter, selon le profil des candidats et des domaines de compétences à évaluer au moins 2 membres extérieurs soit :

- Un professionnel du droit ou du chiffre (magistrat, commissaire aux comptes....)
- Une autorité de contrôle financier
- Un représentant du secteur privé (service d'audit financier, de la sécurité financière, de la conformité,

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	22/08/2028
Date de dernière délivrance possible	22/08/2030

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP19382

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38192/>